

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-marocaines et l'Union méditerranéenne, à Rabat le 23 octobre 2007.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Représentants

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Et si vous me le permettez, Chers amis,

Je suis heureux et fier de parler devant vous aujourd'hui, vous, les représentants de ce Maroc en mouvement dont vous incarnez la vigueur démocratique et le pluralisme sous l'impulsion de Sa Majesté Mohammed VI.

Je viens à la rencontre du Maroc d'aujourd'hui, je sais que votre pays a changé et c'est ce Maroc nouveau que je suis venu voir, ce Maroc démocratique, ce Maroc pluriel, ce Maroc réconcilié avec son passé et confiant dans son avenir.

Je suis convaincu que si nous choisissons de nous tourner vers l'avenir, sans nostalgie, mais sans non plus renier le passé, nous avons beaucoup à bâtir ensemble, d'égal à égal, sur la base de nos valeurs communes et de nos ambitions partagées.

Je suis venu vous proposer, au nom de la France, un véritable partenariat, avec le Maroc, sans arrogance, parce que si la France a beaucoup à donner, elle a aussi beaucoup à apprendre de vous.

Si je crois possible l'Union de la Méditerranée, c'est bien parce que nous avons en partage des convictions et des valeurs : le pluralisme, la tolérance, la diversité, le respect de l'autre, l'engagement pour le dialogue et pour la paix. Ici, au Maroc, ces mots ont un sens et une réalité depuis longtemps. Que feu le Roi Mohammed V ait été fait Compagnon de la Libération par le Général de Gaulle le montre : aux heures sombres de notre histoire, lorsque l'Europe était ravagée par l'intolérance et par la haine, où donc les valeurs fondatrices de liberté et de respect de la dignité humaine ont-elles trouvé refuge, si ce n'est, en particulier, en Afrique du Nord ? Où se sont livrés les premiers combats de la France Libre, si ce n'est sur cette terre d'Afrique, qui avait déjà sacrifié nombre de ses enfants pour défendre la France durant la Première Guerre mondiale ?

De cet héritage de liberté, de tolérance et d'engagement, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a fait une force qui permet aujourd'hui au Maroc de regarder en face la vérité sur les violences du passé. Il a poursuivi, avec détermination la démarche entamée par Hassan II, dont j'irai tout à l'heure honorer la mémoire. L'Instance Équité et Réconciliation a permis la reconnaissance des droits des victimes auxquelles aujourd'hui justice est rendue par le Comité consultatif des droits de l'Homme. Quel pays pourrait en dire autant, quel pays en a fait autant que le Maroc ?

Le pluralisme et l'ouverture que le Maroc connaît aujourd'hui, vous en êtes tous ici, Messieurs et peut-être surtout Mesdames, les acteurs et les témoins, au lendemain d'une élection législative qui s'est déroulée en toute transparence. Je vous adresse à tous mes vœux de réussite, ainsi qu'au Premier ministre, M. Abbas El-FASSI, et à son gouvernement. Une jeune génération de ministres prometteurs en fait partie.

Je me tourne vers les femmes de cette assemblée : c'est l'honneur du Maroc que d'avoir su reconnaître et encourager vos compétences. La réforme du code de la Famille, décidée par votre

reconnaitre et encourager ses compétences, la réforme de l'école de la femme, votée par votre Roi et adoptée par ce Parlement, a donné aux femmes marocaines un formidable signal de confiance et d'espoir.

Il y a une autre dimension que le Maroc d'aujourd'hui a décidé de promouvoir : c'est la diversité régionale et culturelle, comme en témoigne la création de l'Institut royal de la culture amazighe. Les médias locaux multilingues contribuent aujourd'hui à renforcer la riche identité arabe, berbère et musulmane de votre pays. Cette diversité vous ne devez pas la craindre, elle est une chance pour le Maroc d'aujourd'hui.

Le Maroc d'aujourd'hui, c'est aussi une approche nouvelle du Sahara occidental. Je veux prendre mes responsabilités en temps que Chef de l'Etat. Le Maroc a proposé un plan d'autonomie sérieux et crédible en tant que base de négociation. Pour la France, c'est une solution politique, négociée et agréée entre les deux parties sous l'égide des Nations Unies, qui permettra de résoudre ce conflit trop ancien. Le plan d'autonomie marocain existe, il est sur la table et il constitue un élément nouveau de proposition après des années d'impasse. Je forme le souhait que le plan d'autonomie marocain puisse servir de base de négociation pour la recherche d'un règlement raisonnable, la France sera à vos côtés.

Le Maroc bouge et la France est votre amie. Je suis venu vous dire que la France croit en l'avenir du Maroc, qu'elle croît en une ambition partagée à la mesure de cette amitié intense et singulière. C'est le sens du nouveau partenariat que j'appelle de mes vœux, centré sur des projets structurants et stratégiques pour l'avenir de nos deux pays.

Je pense d'abord au nucléaire civil. L'énergie du futur n'a pas vocation à être la possession exclusive des pays les plus développés, dès lors que les conventions internationales sont respectées. Dire ceci sur le nucléaire civil, ici au Maroc, c'est aussi pour moi une façon de dire à l'Iran qu'une coopération est possible et que nous ne sommes pas condamnés à la confrontation. C'est aussi dire que le développement du Sud passe par l'accès à l'énergie et donc au nucléaire. Je serais heureux, Monsieur le Premier Ministre, que le Maroc se dote, en partenariat avec la France, d'une filière nucléaire civile correspondant à ses besoins de développement. Ce développement permettra de combattre le terrorisme. Le développement n'est pas un choix, c'est une obligation et la France sera à vos côtés.

Autre secteur stratégique entre nos deux pays : les transports. Je suis très heureux que le premier train à grande vitesse du monde arabe puisse se faire au Maroc, avec une technologie française et le soutien financier de la France. Pour le Maroc, c'est la démonstration aux investisseurs du monde entier qu'une économie moderne et performante les attend au pied de l'Atlas. Pour les Marocains, c'est l'assurance d'un moyen de transport rapide, propre et sûr. Pour la France, c'est un partenariat industriel et commercial de grande envergure et un signe de confiance dans son industrie de pointe.

Je me rendrai tout à l'heure à Tanger pour y voir l'un des ports les plus modernes de la Méditerranée. Dieu sait que Sa Majesté a eu raison de le voir en Méditerranée plutôt qu'en Atlantique ! Je sais que le débat a été riche. Vous êtes gentils de m'applaudir maintenant que c'est décidé, mais enfin, la Méditerranée c'est notre mer. Construit et géré avec des entreprises françaises, ce port illustre à la fois l'ouverture du Maroc sur le monde et l'excellence de la coopération bilatérale. Oui, le Maroc bouge et va de l'avant ! Votre pays a pris le risque de l'ouverture à la compétition économique mondiale. C'était un pari que d'autres ont refusé et que vous, vous avez relevé. C'est un pari courageux qui est en train de réussir puisque l'économie marocaine est en pleine expansion. Les infrastructures, l'environnement des affaires, tout évolue et se modernise. Les investisseurs français me l'ont dit et je vais le constater moi-même sur le terrain.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que Renault-Nissan ait choisi de réaliser près de Tanger le plus gros investissement de l'année en Afrique et d'y implanter un site industriel majeur, qui créera des milliers d'emplois et produira des centaines de milliers de véhicules ?

Aux esprits chagrins, qui verraient dans l'investissement de Renault-Nissan une perte pour la France, je réponds ceci : les entreprises françaises participent largement aux programmes

d'infrastructures marocaines, et pas seulement à Tanger. Cela crée des emplois en France comme cela en crée au Maroc. Le développement du Maroc est bon pour les entreprises françaises et pour la France. C'est un jeu gagnant-gagnant. Il y a 1000 entreprises françaises présentes au Maroc, dont 39 des 40 entreprises les plus importantes.

Ces entreprises, ce sont des femmes et des hommes, Français et Marocains, qui travaillent ensemble au développement de leurs projets mais aussi au développement du Maroc comme de la France. Ce dialogue des cultures que l'on invoque parfois comme un vœu pieux dans les discours, c'est le quotidien des ingénieurs marocains et français de Maroc Telecom, de Veolia, de Renault-Nissan, d'Airbus, de la SNCF, d'Alstom et de tant d'autres, qui travaillent ensemble, et qui vont travailler ensemble. De plus en plus de Français vivent au Maroc. De plus en plus de Marocains sont formés par des entreprises françaises qui n'hésitent pas à créer et à financer les centres de formation dont leurs salariés ont besoin. Le partenariat entre la France et le Maroc, c'est aussi cela.

Les liens humains qui en sont le socle sont exceptionnels. Près de 500 000 Marocains vivent en France. Ils forment une communauté très active, dont l'épargne contribue largement à financer l'économie marocaine. Tout aussi importante est la contribution de la communauté française au Maroc : 70 000 personnes, auxquelles s'ajoutent le million et demi de touristes français qui visitent chaque année votre pays. Nos communautés expatriées sont un formidable moteur pour la croissance et le développement de nos deux pays.

Et c'est bien pourquoi il est essentiel d'améliorer la gestion concertée des flux légaux de personnes entre les deux rives de la Méditerranée, à laquelle j'ai participé en tant que Ministre de l'intérieur. La conférence de Rabat sur le lien entre immigration et développement de juillet 2006 a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire des migrations en montrant qu'il n'existait pas d'autre solution que le dialogue entre les pays d'origine et les pays de destination. J'ai l'intention de poursuivre ce grand chantier dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne au deuxième semestre 2008, en organisant une deuxième conférence euro-africaine sur le modèle de cette conférence de Rabat et je compte sur le soutien du Maroc. La France et le Maroc ont un rôle pilote à jouer pour définir les voies d'une gestion concertée des migrations fondée sur le co-développement. Une immigration négociée, organisée, choisie d'un commun accord entre les pays d'origine et les pays de destination peut constituer un atout considérable pour les équilibres planétaires du XXIème siècle. Le Maroc et la France, la Méditerranée du Nord et du Sud devront travailler main dans la main pour poser les bases d'une immigration choisie, concertée, régulée et organisée entre les deux rives de notre mer commune. Il n'y aura pas d'autre solution. Je veux continuer à relever à vos côtés les défis de l'avenir.

Alors cela implique de renouveler nos approches, de sortir de notre routine pour permettre à notre partenariat de s'adapter au mieux aux exigences de demain. Vous savez, les routines, je sais qu'il y en a eu dans le passé entre le Maroc et la France. Et moi, je ne suis pas de ceux qui disent que quand il y a un échec c'est la faute du partenaire. Je prends toute ma part des raisons de cet échec. Le Maroc avait beaucoup plus changé qu'on ne l'imaginait en France. Je suis venu vous dire que ce Maroc nouveau, nous l'avons compris et nous allons l'accompagner.

Alors, la priorité va pour moi à la formation. La France a, au Maroc, son plus grand réseau scolaire à l'étranger. Ce sont 30.000 élèves par an et c'est, pour la France, un effort de 100 millions d'euros.

Notre coopération éducative, c'est aussi la présence en France de plus de 30.000 étudiants marocains, la plus importante communauté d'étudiants étrangers dans notre pays. Ils sont nombreux à revenir au Maroc pour servir le développement de leur pays et pour y investir. Je suis heureux d'avoir parlé avec tant de ministres qui ont été formés dans les plus grandes écoles françaises. Eh bien, vous êtes les gages les plus tangibles de notre avenir partagé.

Je veux développer des partenariats novateurs dans l'enseignement supérieur. Je me réjouis, cher Bernard KOUCHNER, du projet d'université internationale de Rabat, et de la création de grandes écoles marocaines en liaison avec plusieurs grandes écoles françaises comme Sup de Co Toulouse ou Sciences Po Paris. C'est en formant ensemble les cadres de demain que nos deux

pays répondront le mieux aux défis et aux opportunités de la mondialisation.

La France sera aussi aux côtés du Maroc dans sa lutte contre la pauvreté. Lancée par le Roi, l'Initiative nationale de développement humain s'attaque résolument à la question des couches sociales défavorisées et des régions enclavées. Je suis heureux de vous annoncer un don français de 8 millions d'euros en faveur de cette initiative. C'est un geste qui vient s'ajouter au soutien financier que la France apporte au Maroc, de 350 millions d'euros pour 2007. Le Maroc est depuis longtemps le plus grand bénéficiaire de l'aide publique française, dont le montant cumulé depuis 1999 dépasse les 3 milliards de dollars. Aucun autre pays ne bénéficie d'un tel effort.

Mais que les choses soient claires entre nous, c'est l'intérêt du Maroc, mais c'est aussi l'intérêt de la France. Car la France, comme l'Europe, ne supportera pas la misère sur la rive Sud de la Méditerranée. Votre réussite sera notre réussite, votre échec serait notre échec et croyez bien que c'est en ami que je viens dire cela. Je sais parfaitement que le Maroc ne demande pas l'aumône, c'est une grande civilisation, un grand peuple. Le Maroc demande simplement qu'on l'accompagne sur la voie du développement pour être un pays indépendant qui veut vivre debout et offrir un avenir à chacun.

Enfin, la France sera aux côtés du Maroc, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, dans sa volonté d'obtenir un statut avancé auprès de l'Union européenne. Le partenariat avec l'Union européenne a aidé le Maroc à accomplir des progrès décisifs. Je ferai tout pour que le Maroc reste le premier bénéficiaire de l'aide communautaire. Et je veux dire aux pays de la Méditerranée : regardez ce que fait le Maroc qui n'a pas peur de revisiter son passé. Il ne peut pas y avoir de statut avancé ou de partenariat pour un pays qui n'aurait pas le courage de revisiter son passé. Regardez son passé, c'est assumer son avenir.

Parce que le Maroc est l'un des pays du Sud de la Méditerranée les plus avancés dans sa relation avec l'Union européenne, il jouera naturellement un rôle de premier plan dans la future Union méditerranéenne. J'aurai l'occasion d'y revenir cet après-midi à Tanger. Je voudrais ici, devant vous, souligner l'essentiel : l'Union méditerranéenne, nous la ferons ensemble, dans le respect de nos différences, en apportant chacun le meilleur de nous-mêmes.

Mesdames et Messieurs,

C'est ensemble que nous lutterons efficacement contre ces deux fléaux qui nous menacent tous : l'extrémisme et le terrorisme. Ces deux fléaux sont d'abord le fruit de l'ignorance et de la peur de l'autre. Ils prétendent nier ce que nous sommes, vous et nous. Ils prétendent nier tout ce que nous avons bâti ensemble au cours de siècles d'histoire partagée. Ne laissons personne nous confisquer cette histoire, nos valeurs et nos croyances. Parlons ensemble de ce que fut Al-Andalous, une période de lumière et de tolérance, où ont progressé de concert l'architecture, la musique, la poésie, l'astronomie et les sciences en général. Souvenons-nous ensemble que le Maroc abrite une communauté juive ancienne et vivace, dont certains représentants sont présents aujourd'hui. Sachons enfin saluer, à sa juste valeur, le geste exceptionnel qu'accomplirent les autorités marocaines au lendemain du 11 septembre 2001 lorsque, pour exprimer leur horreur face au terrorisme et leur compassion face aux victimes après ce crime qui ne blessait pas seulement l'Amérique mais le monde entier, les autorités marocaines eurent le courage d'organiser dans la cathédrale de Rabat - j'ai bien dit dans la cathédrale de Rabat, à quelques dizaines de mètres d'ici - une cérémonie de prière et de recueillement oecuménique à laquelle participèrent des prêtres, des rabbins et des imams. Ce jour là, le monde entier démocratique était fier du Maroc.

Le Maroc est une grande et ancienne nation musulmane, rassemblée depuis des siècles autour de son Souverain, Commandeur des croyants. L'Islam a toujours été conçu comme un facteur de paix, de conciliation et d'ouverture. Au Maroc, les partis ne font pas de prédication et les prédicateurs ne font pas de politique. Au Maroc, les mosquées accueillent des imams bien formés aux sciences musulmanes, pas des agitateurs. Au Maroc, les oulémas sont formés dans un institut qui aujourd'hui enseigne l'histoire du judaïsme et du christianisme, ainsi que les langues et les sciences sociales modernes. Au Maroc, les institutions financières ont pu mettre à la disposition du public des produits financiers conciliant les exigences de l'économie de marché

la disposition de peuples des pouvoirs ministériels concernant les exigences de l'économie de marché et les principes coraniques.

Cette exemplarité marocaine montre cette tolérance qui nous rapproche et que nous avons en partage, L'islam ne me fait pas peur. En France aussi, j'ai voulu que la diversité des religions aie toute sa place. L'islam est, par le nombre de pratiquants, la deuxième religion de France. La France est aujourd'hui le pays d'Europe où réside le plus grand nombre de personnes de confession musulmane. N'en déplaise à quelques-uns que je combats, l'islam c'est aussi une partie de la France. C'est pour cette raison que j'ai offert à l'islam en France les moyens d'une transformation en un islam de France. Dans ce domaine, les avancées ont été nombreuses : Conseil français du Culte musulman, fondation pour les oeuvres de l'islam de France, formation d'imams et d'aumôniers, carrés musulmans dans les cimetières. Je suis particulièrement heureux que la Ministre de la Justice, française d'origine marocaine, qui m'accompagne, porte l'idée qu'en France, il n'y a pas deux justices, mais une seule. Il est très important pour moi que, dans le gouvernement de la France, des Français de toutes origines soient présents, et à une place éminente. Et je ne peux pas venir au Maroc vanter la diversité et avoir le ridicule de ne pas la promouvoir dans mon propre pays. Ce serait de l'arrogance et je refuse toute forme d'arrogance. Ces avancées sont le meilleur moyen de faire comprendre que l'on ne doit pas confondre l'Islam avec l'islamisme. L'islamisme cherche à instrumentaliser l'islam pour couvrir une idéologie qui est celle de la haine des autres. Voilà le message que je veux porter au nom de la France. Je veux dire au nom de la France que le souci de la diversité, que j'ai toujours porté comme ministre des Cultes et que je porte comme Président de la République sur le territoire français, j'aimerais que chaque société à travers le monde le porte avec la même force. Je veux prendre mes responsabilités, une nouvelle fois. Je souhaite que dans les pays majoritairement musulmans, on aie le même respect de la différence et de l'identité de l'autre. C'est le cas au Maroc. Mes chers amis, si la diversité est bonne en France, si la diversité est bonne au Maroc, alors convenons que la diversité devrait être bonne dans toutes les autres sociétés à travers le monde. La diversité est une idée d'avenir. On ne doit pas craindre la diversité dans le monde de demain.

Mesdames et Messieurs,

L'amitié, la proximité, la compréhension entre nos deux peuples ont quelque chose d'exceptionnel. Elles puisent leurs racines dans l'Histoire. Elles traduisent nos valeurs partagées. Elles vont permettre à nos deux pays d'affronter, ensemble, les défis du XXI^e siècle.

Mes chers amis, j'espère que vous l'avez compris, la France aime le Maroc.

Mes chers amis, les Français aiment les Marocains.

Alors qu'il me soit permis, avec l'émotion que je ressens à cet instant, de dire, du haut de cette tribune, et pour moi, cela a du sens lors de ma première visite d'Etat, mais de le dire du fond du coeur :

Mes chers amis, vive le Maroc et vive la France !